



Bonjour,

En septembre, nombre d'indicateurs économiques ont viré au rouge. Au Canada, plusieurs analystes estiment que nous sommes d'ores et déjà entrés en récession « modérée ». Chez notre voisin du Sud, l'inflation est repartie à la hausse, ce qui inquiète au plus haut point la Fed. En Europe, l'économie est au point mort depuis le début de 2023 et rien n'indique qu'elle puisse redémarrer sous peu. De l'autre côté de la Manche, la nouvelle gouverneure adjointe de la Banque d'Angleterre prédit une stagnation économique de son pays qui devrait durer deux ans. Quant à la Chine, la crise immobilière et les inquiétudes quant à une possible contagion mondiale suscitent des préoccupations croissantes.

Nous sommes heureux d'annoncer un projet de collaboration entre l'Alliance Métal Québec et FINMETRIX. Cette initiative, facilitée par un support financier du gouvernement du Québec, permet aux entreprises du secteur de la fabrication métallique d'obtenir une subvention afin d'analyser l'impact des fluctuations sur les marchés des métaux et des devises et d'établir des stratégies "sur mesure" de gestion de risque. Le processus comprend les étapes suivantes : diagnostic des risques liés aux métaux, aux taux de change et aux taux d'intérêt ; élaboration d'une politique formelle pour la gestion de ces risques financiers ; formation du personnel ; et un soutien individualisé pour la mise en œuvre de la stratégie. Êtes-vous impactés par la volatilité sur le marché des métaux? Contactez FINMETRIX pour en savoir davantage sur toutes les possibilités offertes par cette collaboration!

Bonne lecture !

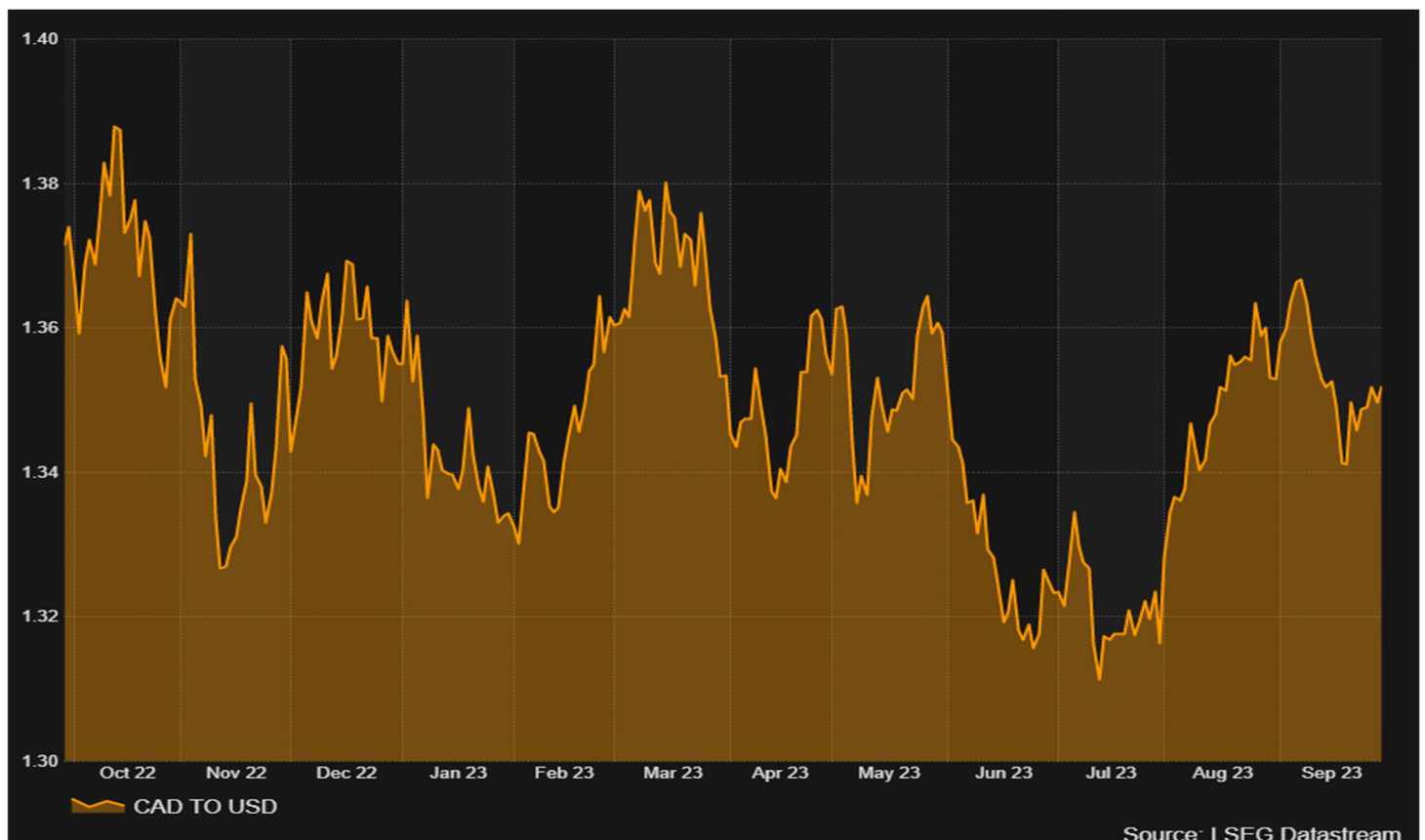


CAD

En septembre, la paire USDCAD a vu sa valeur reculer de 1.3594 à 1.3577. Le taux d'inflation au Canada a grimpé à 4% en août, à la suite d'une hausse à 3.3% le mois précédent. De toute évidence, ce net regain de l'Indice des prix à la consommation (IPC) complique la tâche de la Banque du Canada (BdC). « Ce qui est inquiétant, c'est que l'inflation s'accélère, alors que la BdC vient tout juste de faire une pause dans ses mesures pour lutter contre celle-ci », dit Andrew Grantham, directeur général des affaires économiques à la CIBC. Comme nombre d'analystes, M. Grantham s'attend à ce que la BdC resserre davantage sa politique monétaire lors de sa prochaine annonce, le 25 octobre.

Plus tôt en septembre, la BdC a maintenu son taux directeur à 5%, l'économie canadienne donnant des signes de ralentissement. Le produit intérieur brut (PIB) s'est en effet contracté de 0.2% au deuxième trimestre, selon Statistique Canada. Ce recul s'explique en grande partie par les diminutions des dépenses des ménages, de l'investissement dans l'immobilier et des exportations. Sur le front du travail, le taux de chômage a crû de 0.5 point de pourcentage, à 5.5%, au cours des quatre derniers mois. Il s'agit de la plus forte hausse, hors pandémie, depuis la récession de 2008-2009, ont noté les économistes de la RBC. « Depuis les années 1970, il n'y a eu que six périodes où le taux de chômage a augmenté autant en si peu de temps avant cette année – et quatre d'entre elles se sont produites pendant des récessions », ont-ils indiqué.

Il n'est donc pas étonnant que certains avancent que nous sommes d'ores et déjà entrés en récession. Ainsi, les experts d'Oxford Economics considèrent que le Canada est maintenant en récession « modérée » et qu'il le restera « jusqu'au début de 2024 ». Ils ont abaissé leurs prévisions de croissance pour le Canada à 0.7% pour l'ensemble de 2023 et prévoient une contraction de 0.5% en 2024. Quant au taux de chômage, il devrait grimper jusqu'à 7.2% d'ici la mi-2024, à mesure que les embauches vont ralentir et que les pertes d'emplois vont croître. Autrement dit, l'heure n'est pas à la reprise économique. Loin de là. « Certes, la récession à venir ne sera pas extrêmement douloureuse ; en revanche, la reprise, elle, sera extrêmement lente à survenir », avertit Jimmy Jean, économiste en chef de Desjardins.



USD

L'indice DXY est passé en septembre de 104.24 à 106.22, renouant ainsi avec le sommet annuel qu'il avait atteint en mars dernier. La Réserve Fédérale (Fed) a maintenu au cours du mois ses taux de référence dans une fourchette comprise entre 5.25% et 5.5%. Dans la foulée, elle a prévenu lors de différents points de presse qu'elle n'en avait pas pour autant fini avec sa lutte contre l'inflation. « Il sera sûrement approprié que le comité augmente encore les taux [d'ici la fin de l'année] et les maintienne à un niveau restrictif pendant un certain temps afin de ramener l'inflation à notre objectif de 2% », a déclaré Michelle Bowman, membre des gouverneurs de la Fed.

C'est que l'inflation est repartie à la hausse, cet été. L'Indice des prix à la consommation (IPC) a crû en juillet de 3.3%, contre 3% en juin. De plus, au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2.1%, selon le département du Commerce. Sans oublier l'investissement des entreprises qui a connu une progression de 6.1%. Résultat? La Fed d'Atlanta estime maintenant que la croissance du PIB américain va encore s'accélérer pour atteindre 5.9% au troisième trimestre. Jerome Powell, le président de la Fed, ne cache pas son inquiétude : « L'accumulation de signes indiquant une croissance supérieure aux attentes pourrait justifier un nouveau resserrement de notre politique monétaire », a-t-il déclaré lors du symposium économique annuel de la Fed de Kansas City.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'économie américaine devrait connaître une croissance de 2.2% sur l'ensemble de l'année. Si cela venait à se vérifier, les experts de l'OCDE soulignent qu'il s'agirait d'une « surprenante résilience » de la part des États-Unis, lesquels subissent une série de hausses des taux d'intérêt « sans précédent ». Pour 2024, ils prédisent un ralentissement de la croissance, à 1.3%, dû en grande partie aux pressions actuelles et futures sur la demande. « Chose certaine, une récession ne va pas se profiler à l'horizon à court terme », conclut Lydia Boussour, économiste principale chez EY-Parthenon.

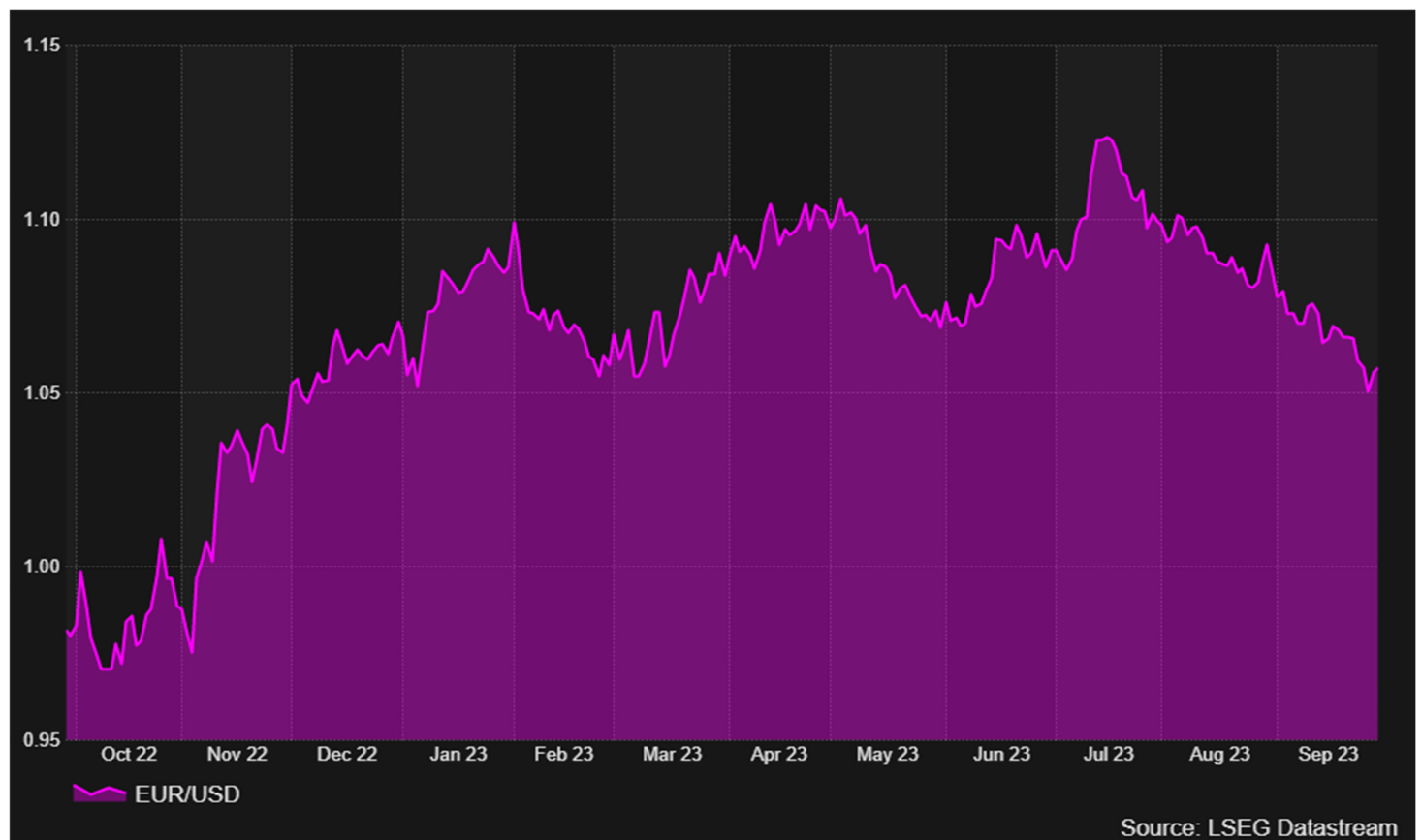


EUR

La valeur de la paire EURUSD a diminué en septembre de 1.0773 à 1.0570. La Banque centrale européenne (BCE) a procédé à la mi-septembre à la 10e hausse consécutive de son taux directeur, le portant à 4%. Il s'agit du taux le plus élevé depuis la création de l'euro en 1999 ; il y a un peu plus d'un an, il était à -0.5%.

« Nous resserrons notre politique monétaire non pas parce que nous voulons provoquer une récession, mais parce que nous voulons que la stabilité des prix soit assurée pour les personnes qui subissent le plus gros de l'inflation », explique Christine Lagarde, la présidente de la BCE. De fait, le taux d'inflation de la zone euro est resté stable en août, à 5.3%, comme en juillet, en dépit des efforts continuels de la BCE pour le freiner. C'est un pourcentage supérieur aux prévisions faites par la plupart des analystes, lesquels tablaient plutôt sur un chiffre de 5.1%, de toute façon nettement supérieur à l'objectif de 2% visé par la BCE. Une prochaine récession menace-t-elle donc l'Europe? En fait, la zone euro flirte avec la récession depuis le début de l'année, affichant une croissance presque nulle (+0.1%) durant le premier semestre. En août, les principales économies européennes: l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie, ont vu leur activité diminuer dans le secteur des services (restauration, hôtellerie, automobile, etc.), selon les enquêtes de S&P Global menées auprès des directeurs d'achats. Cela augure mal pour le troisième trimestre, qui aurait pourtant dû être un temps fort grâce au tourisme estival.

Il est à noter que si la zone euro finissait par entrer en récession, celle-ci ne devrait pas avoir une forme classique : en temps normal, une récession s'accompagne d'un taux de chômage élevé. Or, le taux de chômage est de 6.4% depuis juin dernier, son plus bas niveau historique, selon les données d'Eurostat. Il découle surtout de la reprise post-pandémie amorcée en mi-2021, laquelle ne semble pas s'atténuer, en dépit des chocs tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la flambée de l'inflation. En parallèle à cela, la pénurie de main-d'œuvre a entraîné une augmentation des salaires, un facteur qui complique la lutte contre l'inflation de la BCE. Paolo Gentiloni, le commissaire européen à l'Économie, ne se leurre pas : « Un nouvel affaiblissement de la zone euro est prévisible pour les mois à venir, car l'économie européenne est confrontée à trop de vents contraires », a-t-il expliqué en conférence de presse.



GBP

Le cours de la paire GBPUSD a fondu en septembre, passant de 1.2588 à 1.2197. Le même mois, la Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 5.25%, son plus haut niveau depuis 2008. Il s'agissait de la première pause en près de deux ans, consécutive à des hausses sans précédent atteignant 515 points de base. Lors de son entrevue pour le poste de gouverneure adjointe de la Banque d'Angleterre, Sarah Breeden a déclaré qu'elle anticipait une « stagnation » de l'économie britannique dans les deux années à venir. Ceci est dû au resserrement de la politique monétaire de la Banque d'Angleterre qui « va peser de plus en plus sur la demande ». « Le défi à l'heure actuelle est que les salaires sont élevés et augmentent, si bien qu'il existe un risque réel que l'inflation s'enracine », a-t-elle ajouté.

L'inflation s'est élevée à 6.7% en août, a indiqué le Bureau des statistiques nationales (BSN), soit un niveau similaire au mois précédent. Une conséquence inattendue de l'inflation: le nombre de décès précoces risque fort de croître de 6.5%, en raison de la persistance du coût élevé de la vie, et en particulier des soins de santé, révèle une étude scientifique parue dans le journal BMJ. De plus, les ménages les plus défavorisés devraient être quatre fois plus frappés que les ménages favorisés, contraints à économiser notamment sur les produits alimentaires, notent les chercheurs. À ce sujet, une étude de l'Université du Sussex a mis au jour en juin le fait qu'avoir faim est devenu la « nouvelle norme » pour des millions de Britanniques.

Pas étonnant, par conséquent, d'assister à une multiplication des mouvements de grève. Le dernier en date concerne les cheminots, qui veulent obtenir de meilleurs salaires afin de « surmonter la crise du coût de la vie ». Ceux-ci arrêteront de travailler les 30 septembre et 4 octobre, et ne feront plus aucune heure supplémentaire du 29 septembre au 6 octobre. Histoire d'atténuer la grogne sociale généralisée, le premier ministre Rishi Sunak a donné un coup de frein au plan britannique de lutte contre le changement climatique. Il a promis de retarder l'interdiction de vendre des voitures neuves à essence et diesel jusqu'en 2035 au lieu de 2030, en expliquant que cela éviterait des « coûts inacceptables » aux ménages britanniques.

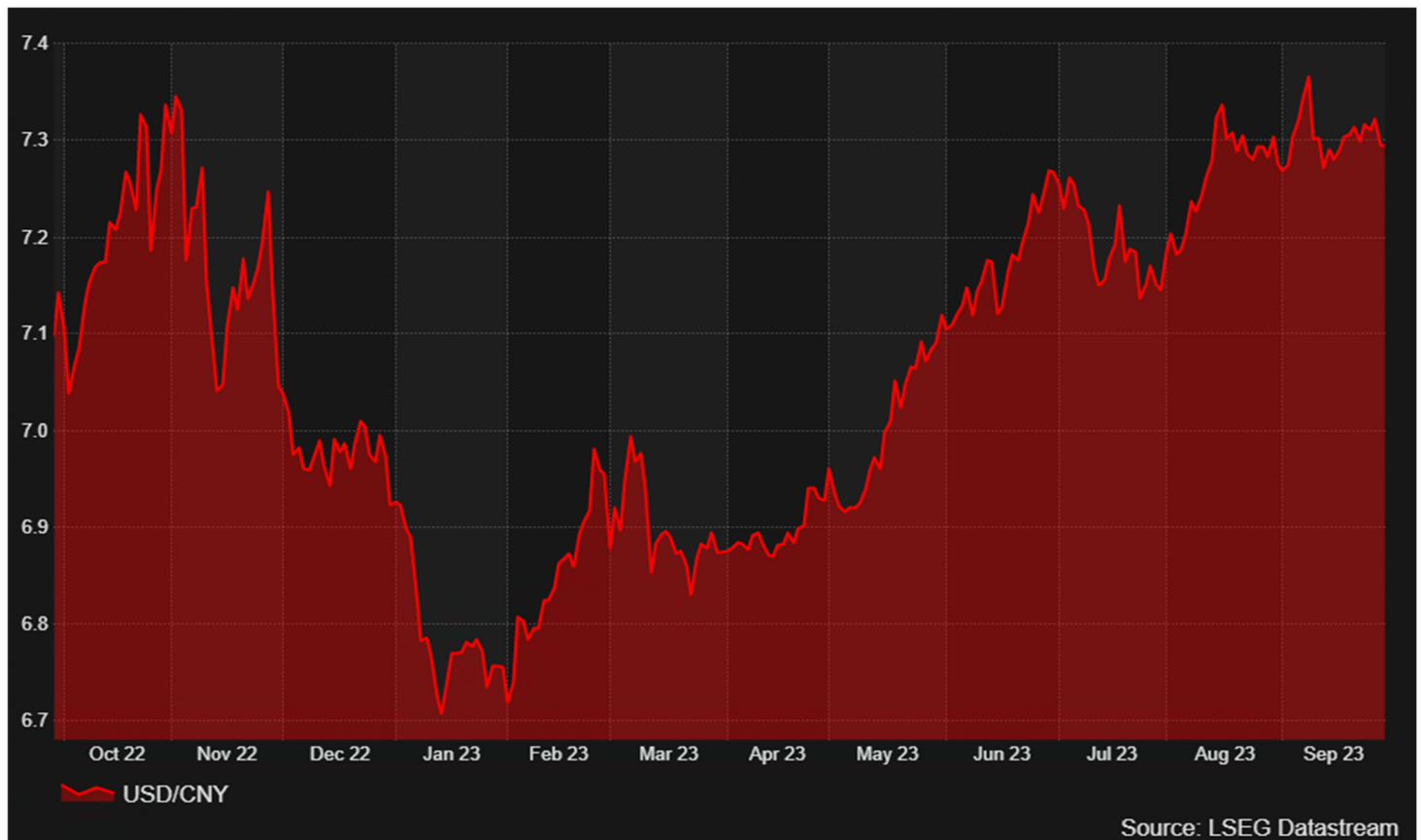


CNY

En septembre, la valeur de la paire USDCNY est passée de 7.2606 à 7.3010. Le yuan a chuté de 6% par rapport au billet vert cette année, atteignant ainsi son plus bas niveau depuis la crise financière mondiale de 2008-2009. Les économistes interrogés en août par Reuters estiment que la Chine devrait connaître une croissance de 5% en 2023, en baisse par rapport à leur prévision de 5.5% faite en juillet. Ce pessimisme provient du net ralentissement du marché immobilier, qui pèse lourdement sur l'économie chinoise : 70% de la richesse des ménages se trouve sur le marché immobilier.

À la fin de septembre, l'action du promoteur immobilier chinois ultra-endetté Evergrande a chuté de plus de 25% en une seule matinée à la bourse de Hong Kong. Celui-ci venait d'annoncer son incapacité à mener à bien un plan de restructuration destiné à garantir sa survie. Evergrande, dont la descente aux enfers fait régulièrement la manchette, affichait en juin dernier une dette colossale, estimée à 328 milliards USD. À cela s'ajoute la dette phénoménale affichée par Country Garden, un grand rival chinois d'Evergrande, évaluée à 297 milliards USD à la fin de 2022. Country Garden dispose de quatre fois plus de projets immobiliers que son concurrent Evergrande. La mise à l'arrêt de la plupart de ses chantiers ne cesse de déclencher manifestations et grèves des mensualités.

Résultat? L'agence de notation Moody's a abaissé en septembre la note du secteur immobilier chinois de « stable » à « négative ». Ses experts estiment que les ventes devraient se contracter de 5% au cours des 6 à 12 prochains mois, en dépit des mesures de soutien de l'État chinois, jugées « insuffisantes ». La banque centrale chinoise a effectué une troisième baisse en un mois du taux de réserve obligatoire, soit la part des dépôts que les banques sont tenues de conserver dans leurs coffres. L'idée est d'inciter les banques à diminuer les taux des prêts hypothécaires, et donc de relancer l'activité du secteur immobilier. Cependant, selon Moody's, l'aversion au risque des acheteurs est à présent « beaucoup trop élevée » pour assister à un changement de comportement de leur part. La crise immobilière chinoise et les risques de contagion planétaire seront au programme des prochaines rencontres des groupes de travail formés par le département du Trésor américain et le ministère chinois des Finances. L'objectif de ceux-ci : apaiser les tensions et approfondir leurs liens économiques et financiers.



ACIER

Les futures sur les barres d'armature en acier du London Metal Exchange ont terminé le mois de septembre à 573 USD par contrat. Sur un an, le recul est de 13.8%. L'explication est simple : le risque croissant que la crise immobilière chinoise, forte consommatrice d'acier, ne contamine le reste du monde. Evergrande, Country Garden... Les géants chinois de l'immobilier accumulent des dettes astronomiques, et sont contraints d'arrêter brutalement la plupart de leurs chantiers. D'autres facteurs font également pression sur les prix de l'acier; nombre d'usines chinoises, en difficulté à cause du ralentissement économique de la Chine, ont pris la décision de se procurer du minerai de fer à rabais, auprès de l'Inde. L'impact de cette décision est « majeur et immédiat » sur le cours de l'acier, note JPMorgan. En revanche, au Pakistan, les principaux fabricants d'acier ont mis en garde le gouvernement contre une hausse imminente des prix en raison de la flambée des dépenses énergétiques et ont demandé une réévaluation des tarifs de l'énergie afin d'aider l'industrie à éviter de nouvelles difficultés.

La volatilité actuelle sur le marché de l'acier a des répercussions directes sur les entreprises québécoises. Tout d'abord, les fluctuations des prix de l'acier influencent considérablement leur coût d'acquisition, rendant la prévision budgétaire plus complexe que jamais. Pour certains, la gestion de l'inventaire devient un défi majeur, car la valeur des stocks peut varier significativement en fonction des fluctuations sur le marché de l'acier. Enfin, dans le cas d'engagements à long terme impliquant des contrats de vente à prix fixe, les fluctuations du marché de l'acier peuvent directement mettre en péril la rentabilité de ces accords.

Face à cette volatilité, l'Alliance Métal Québec (AMQ), en collaboration avec FINMETRIX, a élaboré un programme de diagnostic de gestion du risque. Celui-ci comprend une gamme de services permettant à ses membres de reprendre le contrôle de leurs risques financiers : un diagnostic complet pour évaluer les risques financiers liés aux métaux, devises et taux d'intérêt ; une politique de gestion de risque sur mesure ; un accompagnement personnalisé d'une durée de quatre mois ; la formation au personnel des entreprises; etc. Une initiative qui sera explicitée en détail aux membres de l'AMQ par l'entremise d'un webinaire, le 12 octobre. Pour plus de détails, contactez strategie@finmetrix.com



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

LES CATASTROPHES CLIMATIQUES, UNE SOURCE DE PROFITS PHÉNOMÉNAUX

Ouragans, inondations, tremblements de terre... Les catastrophes climatiques se multiplient, causant des milliards de dollars de dégâts. Et cela fait l'affaire d'un secteur en particulier, celui de la reconstruction. Rien qu'aux États-Unis, le marché est estimé à 200 milliards USD! Historiquement, ce secteur était essentiellement composé de petites entreprises indépendantes s'occupant de projets à l'échelle locale. Mais depuis le passage de l'ouragan Katrina en 2005, qui avait dévasté la Louisiane et une partie des États voisins, on assiste à une vague de concentration : nombre de PME du secteur passent aux mains de firmes de capital-investissement, à l'image de Servpro, qui a été rachetée en 2019 par Blackstone Group et qui compte maintenant plus de 2 000 franchisés présents aux États-Unis et au Canada.

Source : The Guardian.

<https://www.theguardian.com/environment/2023/sep/07/private-equity-climate-crisis-disaster-cleanup>

RETOUR EN FORCE DE L'ARGENT COMPTANT

Un rapport d'UK Finance, l'association professionnelle des institutions bancaires britanniques, a mis au jour le fait que les Anglais utilisent de plus en plus les pièces de monnaie et les billets de banque. En 2022, les paiements en espèces ont crû de 7%, une première en 10 ans ; et ce, même si un nombre croissant de commerces n'acceptent plus que les paiements par carte bancaire. Le regain d'intérêt pour les pièces et les billets semble découler de la crise économique que traverse la Grande-Bretagne depuis le Brexit et la flambée de l'inflation. D'une part, nombre de consommateurs multiplient les petits achats réglés en espèces plutôt que de faire, comme auparavant, un seul paiement par carte pour un chariot rempli à ras bord. D'autre part, recourir aux espèces leur permet de mieux garder le contrôle sur leurs dépenses, le défaut de la carte étant justement de favoriser les achats inconsidérés, estime un porte-parole du ministère britannique des Finances.

Source : BBC.

<https://www.bbc.com/news/business-66796263>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX